

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 16/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### GRANULATS VICAT

rue du 3 septembre 1944  
01480 Jassans-Riottier

Références : UDR-SSDAS-24-156-CR  
Code AIOT : 0006101330

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2024 dans l'établissement GRANULATS VICAT implanté PRE DE JOUX 69400 Arnas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement de 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRANULATS VICAT
- PRE DE JOUX 69400 Arnas
- Code AIOT : 0006101330
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Ex IED - MTD

La carrière Granulats Vicat d'Arnas est autorisée par l'arrêté préfectoral du 02 août 2007 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2017 à exploiter une carrière alluvionnaire en eau.

Un dossier de Demande d'Autorisation Environnementale pour l'extension de la carrière est en cours d'instruction.

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant doit mettre à jour son Plan de Sobriété Hydrique et le transmettra ultérieurement à l'Inspection des Installations Classées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Prévention des Pollutions	Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 12.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Faune Flore	AP Complémentaire du 16/05/2017, article 3	Sans objet
2	Faune Flore	AP Complémentaire du 16/05/2017, article 3	Sans objet
3	Extraction	Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 7.3	Sans objet
5	Prévention des Pollutions	Arrêté Préfectoral du 02/08/2007, article 18	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés n'appellent pas de suites particulières.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Faune Flore

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/05/2017, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi Ecologie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant, pendant toute la durée de l'exploitation et jusqu'au terme des opérations de réaménagement, prend l'appui d'un expert spécialiste écologie, choisi en accord avec l'inspection des installations classées et la direction départementale des territoires.
<b>Constats :</b>

<p>Un expert écologue se rend sur site 2 fois par an et établit un rapport annuel. A la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de l'année 2023.</p> <p>Le contrôle des dispositions du présent point n'appelle pas de remarque particulière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 2 : Faune Flore

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/05/2017, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement zone remblai</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les plans d'eau font l'objet des opérations de remise en état suivantes: création de deux presqu'îles sur le plan d'eau de «Joux»; les berges des plans d'eau sont profilées et ont des formes volontairement complexes afin de réduire les effets de houle; reconstitution de bosquets sur les presqu'îles et les berges remblayés avec des essences identiques à celles présentes sur les ripisylves de la Saône ou des ruisseaux du Marverand et du Nizerand; création au niveau du plan d'eau de «Joux» d'une prairie parsemée de bosquets, de haies, et de mares permettant la nidification des oiseaux, l'habitat des pollinisateurs et une continuité biologie;</p> <p>[...]</p> <p>Pour éviter tout ravinement des berges, les berges non remblayées sont immédiatement végétalisées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les opérations de remise en état sont en cours et conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Deux presqu'îles et une île ont été créées. Cette dernière est totalement végétalisée et naturalisée.</p> <p>Les matériaux qui seront ultérieurement utilisés en remblai sont stockés sur la presqu'île centrale, sur laquelle une mare a également été réalisée.</p> <p>Des nichoirs et des ruches ont été implantés dans la zone nord-ouest du plan d'eau sud. Des radeaux à sternes sont mis en place sur le plan d'eau sud en saison.</p> <p>L'exploitant fait part à l'Inspection d'actions mises en place afin d'éliminer les espèces de plantes invasives et notamment la Renouée du Japon présente au niveau de la presqu'île centrale.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Extraction

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 7.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Epaisseur d'extraction</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'extraction est limitée en profondeur à la cote NGF de 153,00 m. En tout état de cause,</p>

l'exploitation ne doit en aucun cas entamer le substratum du pliocène. L'exploitant définit et fait appliquer à ce titre des consignes claires par les pilotes de chacune des dragues.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni en amont de l'inspection le plan topographique mis à jour le 7 novembre 2023. La limite d'extraction, limitée en profondeur à la cote NGF de 153,00m, est respectée. Cette limite est atteinte en zone sud du plan d'eau nord, zone où l'extraction est finalisée.</p> <p>La méthode d'extraction et les outils de contrôle utilisés (sonar, outil de calcul, visualisation 3D, ...) permettent de garantir le respect de cette prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Prévention des Pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 12.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des plans d'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre un suivi de la qualité des plans d'eau Nord et de Joux et procède, une fois en période estivale et une fois hors période estivale, tous les ans sur le plan d'eau Nord dès que sa création est débutée et tous les trois ans quand son exploitation est terminée, et tous les ans sur le plan d'eau de Joux, aux investigations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- évaluation de la qualité des eaux du plan d'eau.</li> </ul> <p>Les prélèvements sont effectués à la verticale du secteur de plus grande profondeur en surface et au fond et les déterminations analytiques portent sur les paramètres suivants:</p> <p>transparence   hydrocarbures totaux   température et oxygène dissous   pH, alcalinité, conductivité et matières en suspension   nitrates, azote ammoniacal et ammoniacque   phosphore total et ortho-phosphates   fer et manganèse   peuplement planctonique, cyanophycées   évaluation de la qualité des sédiments, à une même date, sur une station située à la verticale du point de prélèvement d'eau.</p> <p>Les déterminations analytiques portent sur les paramètres suivants sur la phase particulière des sédiments:</p> <p>granulométrie   perte au feu   teneur en eau   carbonates, carbone organique et carbone total   phosphore total et phosphore inorganique non apatitique   débris végétaux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis aux services de l'Inspection des Installations Classées le rapport de suivi de qualité des eaux des plans d'eau de 2023 de la carrière. Le rapport montre un dépassement des concentrations en nitrate au niveau du piézomètre P2; dépassement qui s'explique par la localisation du piézomètre situé dans un champ agricole au sud de la carrière.</p> <p>Les services de l'inspection relèvent favorablement la qualité dudit rapport.</p> <p>Outre la question du suivi de la qualité des eaux, les services de l'inspection ont également abordé la question de la gestion quantitative. Le site dispose d'un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) permettant de suivre les consommations d'eau notamment utilisée pour le lavage des</p>

matériaux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le plan de suivi ayant évolué, L'exploitant transmettra la cartographie actualisée et argumentée des emplacements des piézomètres. Par ailleurs, l'exploitant transmettra le PSH en cours d'actualisation aux services de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Prévention des Pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2007, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Commission de suivi
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place une commission de suivi, qu'il réunit au moins une fois tous les deux ans, et qui comprend a minima des représentants de la municipalité d'Arnas, des exploitants agricoles, du CREN, du CORA, de la fédération de pêcheurs, de la fédération de chasseurs, des associations de défense de l'environnement...
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas organisé de commission de suivi de site (CSS) depuis 2020. D'autres instances de concertations permettent à l'exploitant de maintenir un dialogue soutenu avec les différentes parties prenantes, notamment dans le cadre de la demande d'extension de la carrière. Un comité de pilotage de la zone Natura 2000 et du Marais de Boitray sont aussi organisés une fois par an. L'Inspection des Installations Classées juge dans ce contexte-ci que l'organisation d'une CSS n'est pas nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite